

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA TROIS CENT QUARANTE-QUATRIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 4 mars 1986, à 10 h 30

Président : M. C. CLERCKX (Belgique)

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE

<u>Algérie</u> :	M. N. KERROUM M. A. BELAID M. M. TEFIANI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u> :	M. H. WEGENER M. F. ELBE M. H. PETERS M. W-N. GERMANN
<u>Argentine</u> :	M. M. CAMPORA
<u>Australie</u> :	M. R.A. ROWE Mme M. LETTS
<u>Belgique</u> :	M. C. CLERCKX M. P. NIEUWENHUYS
<u>Birmanie</u> :	U TIN TUN U MYA THAN U HLA MYINT DAW AYE AYE MU
<u>Brésil</u> :	M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u> :	M. K. TELLALOV M. V. BOJILOV M. H. HALATCHEV M. P. POPTCHEV M. R. DEYANOV
<u>Canada</u> :	M. J.A. BEESLEY M. R.J. ROCHON
<u>Chine</u> :	M. QIAN JIADONG M. HU XIAODI M. SUO KAIMING M. SHA ZUKANG Mme WANG ZIYUN M. YANG MINGLANG M. YU ZHONGZHOU M. TAN HAN M. LIU ZHONGREN
<u>Cuba</u> :	M. C. LECHUGA HEVIA M. P. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u> :	M. M. BADR M. F. MONIB

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)Etats-Unis d'Amérique :

M. D. LOWITZ
M. T. BARTHELEMY
M. J. GRANGER
M. R. GOUGH
M. R. LEVINE
M. R.L. LUACES
M. R. NELSON

Ethiopie :France :

M. J. JESSEL
M. H. RENIE
M. G. MONTASSIER

Hongrie :

M. D. MEISZTER
M. T. TOTH
M. F. GAJDA

Inde :

M. S. KANT SHARMA

Indonésie:

M. S. SUTOWARDOYO
M. A.M. FACHIR
M. R.I. HENIE
M. HARYOMATARAM
M. A. MASBAR

Italie :

M. F. PIAGGESI
M. G. ADORNI BRACCESI
M. M. PAVESE
M. E. SIVIERO

Japon :

M. R. IMAI
M. M. KONISHI
M. K. KUDO
M. T. ISHIGURI
M. T. OKADA

Kenya :

M. D.D. AFANDE
M. P.N. MWAURA

Maroc :

M. O. HILALE

Mexique :

M. A. GARCIA ROBLES
Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
M. P. MACEDO RIBA

Mongolie :

M. S-O. BOLD
M. G. GONGOR

Nigéria :

M. B.O. TONWE

Pakistan :

M. M. AHMAD
M. K. NIAZ

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

<u>Pays-Bas</u> :	M. J. RAMAKER M. R. MILDERS
<u>Pérou</u> :	M. J. GONZALES TERRONES
<u>Pologne</u> :	M. J. RYCHLAK M. J. CIALOWICZ
<u>République démocratique allemande</u> :	M. H. ROSE M. W. KRUTZSCH M. J. DEMBSKI
<u>République islamique d'Iran</u> :	M. N. KAZEMI KAMYAB M. F. SIRHANI
<u>Roumanie</u> :	M. I. VOICOU M. G. CHIRILA
<u>Royaume-Uni</u> :	M. R.I.T. CROMARTIE M. R.J.S. EDIS M. J.F. GORDON M. D.A. SLINN M. J. GRAINGER
<u>Sri Lanka</u> :	M. P. KARIYAWASAM
<u>Suède</u> :	M. R. EKEUS Mme E. BONNIER M. H. BERGLUND Mme A.M. LAU M. J. PRAWITZ
<u>Tchécoslovaquie</u> :	M. M. VEJVODA M. A. CIMA
<u>Union des Républiques socialistes soviétiques</u> :	M. V.L. ISSRAELYAN M. B.P. PROKOFIEV M. G. N. VACHADZE M. E.K. POTIARKINE M. G.V. ANTSIFEROV M. G.V. BERDENNIKOV
<u>Venezuela</u> :	Mme J. CLAUWAERT GONZALEZ
<u>Yougoslavie</u> :	M. K. VIDAS
<u>Zaïre</u> :	M. O.N. MONSHEMVULA

PRESENTS A LA TABLE DE LA CONFERENCE (suite)

Secrétaire général de la Conférence
du désarmement et Représentant
personnel du Secrétaire général : M. M. KOMATINA

Secrétaire général adjoint de
la Conférence du désarmement : M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT : Je déclare ouverte la 344ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Mesdames et Messieurs, la communauté internationale, et en particulier la communauté associée au désarmement, a appris avec stupeur la brutale disparition du Premier Ministre suédois, Son Excellence Olof Palme. Cet acte inqualifiable nous a tous privés de contributions particulièrement importantes en matière de sécurité et de désarmement. M. Palme avait eu une carrière politique très brillante qui l'avait porté à la tête du gouvernement de son pays après avoir occupé des positions politiques importantes. Nous connaissons le rôle qu'il a joué à la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité connue sous le nom de "Commission Palme". Je voudrais transmettre à la délégation de la Suède, au nom de la Conférence et en mon nom personnel, nos sincères condoléances pour cette perte irréparable. Je voudrais aussi demander à la délégation suédoise de bien vouloir transmettre au peuple et au Gouvernement suédois, ainsi qu'à la famille de M. Palme, toute notre sympathie et nos profondes condoléances.

J'invite les membres de la Conférence et toutes les personnes présentes dans la salle à se lever pour observer une minute de silence à la mémoire de M. Olof Palme.

Les membres de la Conférence se lèvent et observent une minute de silence.

M. KAMYAB (République islamique d'Iran) (traduit de l'anglais) : Au nom de Dieu, le Tout-Puissant : Monsieur le Président, en tant que Président du Groupe des Etats non alignés et neutres à la Conférence du désarmement, j'ai le mélancolique privilège d'exprimer au Gouvernement et au peuple suédois la peine profonde qu'a éprouvée le Groupe des Etats non alignés et neutres à la nouvelle du décès de M. Olof Palme.

M. Olof Palme était un homme intègre et compatissant, qui avait consacré sa vie à lutter pour le bien-être de l'humanité.

Non seulement c'était l'une des personnalités les plus marquantes de son grand pays, la Suède, mais il appartenait en fait à l'ensemble de la communauté internationale et notamment au monde non aligné et neutre.

Dans l'exercice des hautes fonctions qu'il a remplies avec distinction aux Nations Unies, il a toujours agi conformément aux principes de la justice et de l'égalité dans les relations internationales, dont il était profondément convaincu.

S'agissant du dialogue Nord-Sud et Est-Ouest, M. Palme était un médiateur remarquable, en qui l'on pouvait avoir confiance, et dans de nombreux domaines de la scène internationale son absence se fera vivement sentir.

M. Palme a su gagner la confiance des nations sous-développées et des défavorisés du monde entier et cette qualité, jointe à ses éminentes capacités professionnelles et intellectuelles, resteront longtemps dans la mémoire de la communauté mondiale.

(M. Kamyab, République islamique d'Iran)

M. Olof Palme était une personnalité particulière, un homme clairvoyant, qui luttait pour sauver le monde de la destruction en assurant sa survie et en remplaçant l'anarchie et l'agression par la justice et la confiance entre les Etats. A la Conférence internationale de 1983 sur la sécurité commune, Olof Palme a déclaré ce qui suit : "Il est essentiel de commencer à comprendre que la confiance peut s'instaurer même entre des pays qui ont d'importants différends politiques ou des capacités militaires différentes".

Le sens des responsabilités et la clairvoyance que fait apparaître au plus haut degré la citation précédente en ce qui concerne le renforcement de la confiance et de la sécurité entre toutes les nations ont été les puissants ressorts qui l'ont guidé dans les efforts inestimables qu'il a accomplis sur la scène internationale.

Sa disparition rassemblera sans nul doute tous les hommes droits et courageux et renforcera leur esprit de loyauté et leur conviction à l'égard des principes pour lesquels il a combattu et dans lesquels il est mort.

Au nom des Etats non alignés et neutres, je voudrais exprimer nos profondes condoléances à la délégation suédoise et la prier de les transmettre également à la famille de M. Palme, nous prions pour que celle-ci supporte avec patience et équanimité ce tragique événement.

M. JESSEL (France) : Au nom des délégations du groupe des pays occidentaux, je voudrais exprimer à la délégation de la Suède nos vives condoléances et notre profonde tristesse à l'occasion de la mort tragique du Premier Ministre Olof Palme.

Nous comprenons quelle peut être la peine du peuple suédois dans de telles circonstances. Cette peine est ressentie dans le monde entier, tant il est vrai que le rayonnement de M. Palme allait bien au-delà des frontières de son pays. Il avait su assurer à la Suède une place respectée par tous, celle d'un pays conjuguant la neutralité avec une activité inlassable en faveur des droits de l'homme, de la paix et du désarmement. Et le fait que ce soit à Stockholm que se trouve actuellement réunie la Conférence du désarmement en Europe revêt, de ce point de vue, une signification à la fois substantielle et symbolique.

Il savait allier à un rare degré dans sa personnalité attachante les qualités de l'homme d'Etat et celles de l'homme de coeur.

Sa disparition marque une grande perte non seulement pour son pays, non seulement pour l'Europe, mais aussi pour l'humanité tout entière.

Je demande à Monsieur l'Ambassadeur Ekéus de bien vouloir transmettre nos condoléances attristées et exprimer notre sympathie à Sa Majesté le Roi Carl-Gustav, au Gouvernement et au peuple suédois, ainsi que l'expression de notre compassion à la famille de M. Palme.

M. RICHLAK (Pologne) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi, Monsieur le Président, au nom des délégations du groupe de pays socialistes, d'exprimer à la délégation suédoise nos sentiments de profond regret et nos sincères condoléances pour la disparition soudaine et tragique du Premier Ministre de la Suède, Olof Palme.

La contribution remarquable qu'a apportée Olof Palme à la cause de la paix et de la sécurité internationales est reconnue à l'échelle mondiale et les efforts constants et diligents qu'il a déployés pour le désarmement ne seront jamais oubliés.

Nous pensons tout particulièrement à l'appel qu'il a lancé récemment en faveur de la conclusion rapide d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires.

La Conférence du désarmement doit rendre hommage à la mémoire d'Olof Palme en renforçant ses efforts en vue de réaliser le désarmement nucléaire et de prévenir une course aux armements dans l'espace.

Nous voudrions prier la délégation suédoise de transmettre notre sympathie et nos condoléances à son Gouvernement, au peuple suédois et à la famille du Premier Ministre défunt.

M. QIAN JIADONG (Chine) (traduit du chinois) : Monsieur le Président, la délégation chinoise partage les profonds sentiments de choc et de chagrin exprimés par les autres délégations au sujet de l'assassinat et du décès tragique du Premier Ministre de Suède, Son Excellence Olof Palme.

Le Premier Ministre Palme était un dirigeant politique suédois distingué et un homme d'Etat international réputé, qui jouissait d'un grand prestige dans le monde. Au fil des ans, il a travaillé sans relâche pour la sauvegarde de la paix mondiale et le désarmement, et il avait apporté de remarquables contributions. Son décès prématuré est une grande perte pour le peuple suédois et pour la cause de la paix.

J'ai eu le privilège de participer à une réunion complémentaire de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité parrainée et présidée par le Premier Ministre Palme, et j'ai été profondément impressionné par son talent extraordinaire, son amabilité et son dévouement à la cause du désarmement. Juste au moment où les peuples du monde attendaient avec impatience des progrès en matière de désarmement, des balles maléfiques lui ont ôté la vie. Mais nous sommes fermement convaincus que les forces de la paix finiront par triompher des forces de la guerre.

Le Premier Ministre chinois Zhao Ziyang a envoyé un message de condoléances au Gouvernement suédois à l'occasion de la tragique disparition du Premier Ministre Olof Palme. Au nom de la délégation chinoise et en mon nom propre, j'aimerais exprimer ici à la délégation suédoise et, par son intermédiaire, à la famille endeuillée et au peuple suédois, notre profonde sympathie et nos condoléances les plus sincères. Permettez-moi aussi de souhaiter un prompt rétablissement à Mme Palme.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Les sentiments que je pourrais exprimer en tant que chef de la délégation mexicaine à la Conférence du désarmement ont déjà été éloquemment exposés par le Coordonnateur du Groupe dit des 21, dont le Mexique fait partie.

Si j'ai cru cependant devoir y ajouter quelques mots, comme je le fais aujourd'hui, c'est que j'ai le privilège d'être le seul des représentants participant à la Conférence qui soit aussi l'un des membres originaires de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité dont les travaux ont débuté à Vienne en septembre 1980 et qui a adopté à Stockholm, le 25 avril 1982, après ses douze premières séances, un rapport intitulé "Sécurité commune - Un programme de désarmement" ou, dans le texte anglais original : "Common Security - A Programme for Disarmament".

Olof Palme a dirigé les travaux de cette Commission de façon si remarquable et si efficace qu'aujourd'hui personne ne la désigne sous son titre initial, mais sous le nom de son Président, c'est-à-dire la "Commission Palme". Je voudrais rappeler ici certains des concepts exposés par l'illustre disparu qui me semblent revêtir une actualité particulière et que je citerai, pour plus d'exactitude, dans la langue originale.

Au cours de la 8ème séance de la Commission Palme, lors d'un colloque officieux qui s'est tenu à Hiroshima au début de décembre 1981, je me suis permis de proposer qu'il soit obligatoire, pour les chefs d'Etat et de gouvernement des puissances nucléaires, de se rendre dans cette ville pour essayer de comprendre le message qui s'en dégage. Le Président de la Commission, après avoir appuyé ma modeste suggestion, a ajouté ce qui suit :

L'orateur poursuit en anglais

"Je voudrais élargir le nombre des visiteurs. Je voudrais amener ici tous ceux qui travaillent sur ces armes terrifiantes dans les laboratoires. Je voudrais amener ici tous les hommes et les femmes qui appartiennent à des 'groupes de réflexion' ou sont placés à des postes de commande stratégique, ainsi que certains instituts de recherche qui s'amusent à jouer avec ce que l'on appelle des scénarios - première frappe, contre-forces, deuxième frappe, etc. - comme s'il s'agissait d'un échiquier où tout est prévisible. Et j'espère qu'ils cesseraient de jouer à ces jeux stupides après s'être rendus ici. Je voudrais que tous ceux qui prétendent que la 'victoire est possible' dans une guerre nucléaire viennent ici et voient par eux-mêmes ce qu'il en est. Après cela, je doute qu'ils répètent jamais cette affirmation."

L'orateur reprend en espagnol

S'agissant des raisons qui exigent une "sécurité commune", en présentant le rapport que j'ai mentionné le Président de la Commission a dit ce qui suit :

(M. Garcia Robles, Mexique)

L'orateur poursuit en anglais

"Notre rapport exprime notre profonde préoccupation devant l'aggravation de la situation internationale et la dérive progressive vers la guerre qui est actuellement perceptible pour tant d'entre nous. Nous nous accordons entièrement à penser qu'une guerre nucléaire gagnable ne saurait exister ... Il est donc primordial de remplacer la doctrine de la dissuasion mutuelle. La seule solution de rechange est la sécurité commune. On ne peut espérer obtenir la victoire dans une guerre nucléaire, les deux parties seraient unies dans la souffrance et la destruction. Elles ne peuvent survivre qu'ensemble. Elles ne doivent pas obtenir la sécurité aux dépens de l'adversaire, mais de concert avec lui. La sécurité internationale doit reposer sur l'engagement d'assurer la survie commune plutôt que sur la menace d'une destruction mutuelle."

L'orateur reprend en espagnol

Le troisième et dernier passage que je vais maintenant citer est également tiré de l'introduction que j'ai mentionnée et qui se termine comme suit :

L'orateur poursuit en anglais

"L'ordre international, tel que nous le concevons, est celui dans lequel il n'est pas nécessaire d'avoir des armes nucléaires, où l'on peut maintenir la paix et la sécurité à des niveaux beaucoup plus bas d'armements classiques et où nos ressources communes pourraient être consacrées à donner aux peuples davantage de liberté et une vie meilleure. Je suis convaincu que cette conception est partagée par la plupart des habitants du globe et j'ai une foi profonde dans leur capacité d'oeuvrer pour sa réalisation."

L'orateur reprend en espagnol

J'estime que les considérations et les avis que je viens de rappeler et que je pourrais aisément compléter par beaucoup d'autres analogues démontrent à l'évidence pourquoi je peux affirmer sans crainte de contradiction que la mort tragique d'Olof Palme constitue une perte irréparable non seulement pour la Suède, son pays natal, mais aussi pour des causes aussi grandes et aussi nobles que la paix et le désarmement. C'est pour cela que nous pensons que le meilleur tribut que nous puissions offrir à sa mémoire est de continuer à lutter pour le respect des principes et la réalisation des objectifs énoncés dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui contient aussi ce que nous pourrions appeler l'acte de naissance de cette Conférence.

M. EKEUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, permettez-moi, au nom de la délégation suédoise, de vous exprimer notre sincère gratitude, à vous et toutes les délégations et à tous nos collègues qui ont présenté à ma délégation leurs condoléances à l'occasion de la mort

(M. Ekeus, Suède)

tragique d'Olof Palme, qui fut Premier Ministre de Suède de 1970 à 1976 et de nouveau à partir de 1982 et jusqu'à la nuit fatidique du 28 février au 1er mars 1986. Le peuple suédois est en deuil. Il nous est difficile de surmonter ce sentiment de perte.

Au cours de la longue période durant laquelle il a été une personnalité marquante de la vie politique suédoise, au Parlement et au gouvernement, y compris de nombreuses années au poste de Premier Ministre de Suède, Olof Palme a accordé la première place à un souci, le souci des pauvres et des opprimés. Il se réclamait d'une grande tradition politique qui veut que la justice sociale soit fondée sur la solidarité. Dans le combat qu'il a mené sa vie durant en faveur des démunis et des déshérités, il nous a enseigné que la solidarité ne s'arrêtait pas aux frontières nationales.

Olof Palme s'est associé et a associé son pays au combat historique en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance nationales. Il considérait la solidarité internationale comme une clef qui permettait de s'attaquer au vaste problème économique et politique du sous-développement.

De bonne heure, Olof Palme a vu le danger que représentait, en tant que menace pour la paix et pour la lutte contre le sous-développement, la course aux armements et les tensions internationales croissantes.

En l'absence de paix et d'un coup d'arrêt à la militarisation croissante de nos sociétés et des interactions qui en résultent sur le plan international, il n'était pas possible d'espérer se libérer de l'injustice sociale et politique.

En tant que membre de la Commission Brandt, la Commission indépendante sur les problèmes de développement international, et plus tard en tant que Président de la Commission indépendante sur les questions de désarmement et de sécurité, la Commission dite Palme, Olof Palme a joué un rôle déterminant lorsqu'il s'est agi de préciser les rapports qui existent entre la paix, la sécurité et le développement.

Cette notion était à la base des travaux d'Olof Palme en faveur du désarmement et de la paix.

Olof Palme s'était fixé la tâche de transformer en action politique le vaste complexe du développement politique, social et économique combiné avec le désarmement et la coopération en lieu et place de l'affrontement - concept qu'il appelait "sécurité commune". Il avait donné pour instruction à la diplomatie suédoise d'accomplir cette tâche dans les forums internationaux, à l'Organisation des Nations Unies, à la Conférence sur le désarmement en Europe et, bien entendu, dans cette Conférence.

De concert avec des chefs d'Etat ou de gouvernement des cinq continents, Olof Palme s'efforçait d'infléchir l'évolution et le développement de la situation internationale en direction du désarmement nucléaire et de la paix.

(M. Ekeus, Suède)

En fait, son dernier acte officiel a été de signer une déclaration en rapport avec l'Initiative de paix des six nations.

Sur les six chefs d'Etat ou de gouvernement qui ont été à l'origine, il y a 15 mois, de cette Initiative de paix, deux ont péri par la violence.

Olof Palme était un homme de paix, et sa mort violente est d'une ironie tragique. Il a été tué au champ d'honneur. La meilleure chose que nous puissions faire pour honorer sa mémoire est de redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif commun du développement et de la paix, de la sécurité commune.

Monsieur le Président, je vous demanderais de bien vouloir transmettre l'expression de notre profonde gratitude à tous ceux qui ont présenté leurs condoléances au peuple et au Gouvernement suédois, ainsi qu'à la famille de M. Palme.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Suède de sa déclaration.

Après cet hommage au Premier Ministre Olof Palme nous allons passer à notre ordre du jour, mais auparavant avant de l'aborder, je voudrais exprimer à la Conférence ma gratitude pour l'honneur qui m'est fait et la confiance qui m'est témoignée en m'appelant à présider les travaux de notre Conférence pendant le mois de mars.

Je désire assurer la Conférence de mon entier dévouement. Je me considère comme à sa disposition et espère que cette présidence pourra être une contribution au succès de nos travaux.

Je voudrais également ici rendre hommage au président sortant, l'Ambassadeur Butler, qui a su mener avec bonheur notre Conférence sans heurts à travers les écueils des débuts de session.

Nul doute que nous devons ce succès à l'énergie et à l'allant avec lesquels il sut nous entraîner, aussi bien qu'à sa maîtrise et à sa sérénité dans nos débats.

L'Ambassadeur Butler étant actuellement absent de Genève pour quelques semaines, je demanderai à la délégation de l'Australie de bien vouloir lui transmettre les sentiments de la Conférence à son égard.

Conformément à son programme de travail, la Conférence commence aujourd'hui l'examen du point 5 de son ordre du jour, intitulé : "Prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique". Néanmoins, en vertu de l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaitent pourront faire des déclarations sur toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Immédiatement après la conclusion de la liste des orateurs, nous nous réunirons en séance officielle pour examiner la question du rétablissement du

(Le Président)

Comité spécial des armes radiologiques que nous avons décidé à notre dernière séance officielle de revoir aujourd'hui, ainsi que d'autres questions d'organisation.

J'ai sur ma liste d'orateurs pour aujourd'hui les représentants de l'Argentine, de la Bulgarie et de la République fédérale d'Allemagne.

Je donne maintenant la parole au représentant de l'Argentine, M. l'Ambassadeur Campora.

M. CAMPORA (Argentine) (traduit de l'espagnol) : Monsieur le Président, la séance d'aujourd'hui se tiendra alors que pèse sur nous le poids accablant de la mort inexplicable d'Olof Palme, homme d'Etat, réformateur social, personnalité d'envergure universelle, serviteur des idéaux les plus élevés auxquels aspire l'humanité sur le plan de la paix mondiale, du respect des droits de l'homme et du règne de la démocratie.

Nous présentons nos condoléances à la délégation de la Suède, pays dont le Gouvernement, sous la direction de Palme, a apporté une contribution de grande valeur dans les domaines qui exigent une collaboration internationale. Nous déplorons la mort d'Olof Palme parce que nous partageons ses idéaux.

Cette séance, Monsieur le Président, marque le début de la présidence que vous exercerez pendant le mois de mars. La délégation argentine vous offre son étroite collaboration, convaincue que l'expérience diplomatique et le talent personnel que vous possédez sont un gage certain de votre succès dans l'exercice de ces hautes responsabilités.

Je tiens également à transmettre à l'Ambassadeur Butler, par l'intermédiaire de sa délégation ici présente, l'expression de notre reconnaissance pour sa volonté de servir les objectifs de la Conférence pendant le début de la session de 1986. Son travail assidu et intelligent nous a permis d'aborder rapidement l'examen de notre ordre du jour. On se souviendra la dynamique novatrice qu'il a apportée à ses fonctions. Nous devons dire que tant sa déclaration inaugurale que celle par laquelle il a terminé son activité de Président jeudi dernier, ainsi que les consultations intensives qu'il a menées à bien pour stimuler les travaux de la Conférence, témoignent d'un style digne de tous nos éloges.

La délégation argentine s'est fait inscrire sur la liste d'orateurs pour aujourd'hui afin de parler des points 1 et 2 de l'ordre du jour et de formuler les quelques observations suivantes.

Le Document final approuvé à la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, dont la portée et la signification apparaissent plus clairement à mesure que les efforts de désarmement traînent en longueur, a souligné que "les armes nucléaires sont celles qui menacent le plus gravement l'humanité et la survie de la civilisation".

Conformément à ce principe, ce Document a souligné de façon catégorique que dans les négociations sur le désarmement, la plus haute priorité revient à

(M. Campora, Argentine)

l'élimination des arsenaux nucléaires. Consciente de la complexité de ces négociations, l'Assemblée a établi le critère logique selon lequel pour faciliter cet objectif, il était nécessaire d'examiner une série de mesures urgentes. Les paragraphes 50 et 51 du Document final, entre autres, font ressortir l'importance de certaines d'entre elles.

Parmi l'ensemble de mesures à prendre sur le plan nucléaire, la communauté internationale a accordé la plus haute priorité à la négociation d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté près de 50 résolutions et exprimé en maintes occasions sa conviction que la poursuite des essais d'armes nucléaires intensifie la course aux armements nucléaires et, partant, le danger de guerre nucléaire.

L'intérêt fondamental d'une mesure d'interdiction des essais d'armes nucléaires tient à ce qu'elle démontre la volonté politique de mettre fin à la course aux armements nucléaires. Ce premier pas améliorerait les perspectives générales des négociations sur le désarmement nucléaire, il marquerait le début d'une étape de restrictions mutuelles entre les Etats dotés d'armes nucléaires, il constituerait un élément important du gel de l'ensemble des armements nucléaires, il contribuerait à restreindre le perfectionnement qualitatif ultérieur des systèmes d'armes nucléaires et, finalement, à limiter les risques potentiels de mise au point de nouveaux systèmes d'armes de destruction massive.

Il est regrettable que les exigences formulées depuis plus d'un quart de siècle n'aient pas encore donné jusqu'à présent les résultats escomptés. La politique adoptée par certains Etats dotés d'armes nucléaires démontre que ce qui fait défaut pour parvenir à engager des négociations sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, c'est la volonté politique. Il y a six ans, les parties aux négociations trilatérales alors en cours ont déclaré qu'elles étaient "déterminées à déployer tous leurs efforts et à faire preuve de la volonté et de la persévérance nécessaires pour mener rapidement les négociations à bonne fin". En revanche, on nous dit aujourd'hui que la négociation de ce traité est un objectif à long terme.

Il est difficile d'accepter que la sécurité d'un groupe réduit de pays passe avant la sécurité de l'ensemble de la communauté internationale et que cela constitue une barrière infranchissable pour entreprendre la négociation multilatérale de cet instrument.

Il est nécessaire que tous les Etats participent avec la même volonté et la même détermination à la négociation et à la conclusion rapide d'un traité qui mette définitivement fin aux essais d'armes nucléaires. La disparité qui peut exister entre les arsenaux des diverses puissances dotées d'armes nucléaires ne peut être invoquée pour justifier leur non participation à un effort qui représenterait la première étape d'un processus visant à éliminer la disparité fondamentale qui existe entre les Etats dotés et les Etats non dotés d'armes nucléaires. De ce point de vue, nous nous félicitons de la décision prise par la Chine de participer à un comité spécial et nous espérons que cette démarche reflète une évolution de sa position fondamentale.

(M. Campora, Argentine)

La négociation du traité doit être multilatérale pour lui assurer un caractère équitable et non discriminatoire et aussi pour obtenir une adhésion universelle. En outre, de même que dans l'examen d'autres mesures de désarmement, il convient d'utiliser le critère de la destination pour résoudre les problèmes que pourrait poser la dualité d'application, pacifique et militaire, inhérente à toute technologie. Il ne faut pas entraver l'utilisation d'une technologie qui favorise un développement économique et social conforme aux besoins, aux priorités et aux intérêts de chaque Etat.

Comme indiqué au paragraphe 31 du Document final, la nature et les modalités d'un système de vérification dépendent des objectifs, de la portée et de la nature de l'accord considéré. Il est donc logique de penser que les prescriptions relatives au système de vérification doivent être examinées dans le cadre d'une négociation sur un traité. Ce n'est qu'à ce moment que l'on peut espérer parvenir à un accord sur des mesures adéquates donnant satisfaction à toutes les parties intéressées, puisqu'en l'absence d'une véritable négociation, on ne peut s'attendre que les parties se fassent les concessions nécessaires pour parvenir à des solutions généralement acceptables.

C'est pourquoi nous ne pouvons admettre l'argument selon lequel, pour négocier ce traité, il faut attendre que les problèmes liés à la vérification soient résolus. Et cela encore moins quand les délégations qui adoptent cette position sont celles qui estiment que la vérification est le problème fondamental restant à résoudre dans le cas de la convention sur les armes chimiques, qui fait l'objet de négociations actives depuis quelques années. Dans cette convention, il n'est pas exigé que les problèmes de vérification soient résolus au préalable.

Compte tenu de ces considérations, une analyse détaillée du système de vérification n'aurait aucun intérêt pratique. Cependant, je crois opportun de dégager quelques principes fondamentaux, qui, de l'avis de ma délégation, devraient régir les mécanismes et les procédures de vérification ainsi que l'application d'un traité interdisant les essais d'armes nucléaires pour éviter l'expérience peu satisfaisante qu'ont connue d'autres traités. Ce système doit garantir l'égalité des droits et des obligations de toutes les parties, autrement dit, il doit s'appliquer de la même façon à chacune d'entre elles et lui assurer le droit de participation et d'accès. A cet égard, je me permets de rappeler les questions qui ont déjà été soulevées par le Groupe des 21, en 1981, dans le document CD/181 et lors des réunions officielles consacrées à ce thème en mars et avril de cette même année. En outre, conformément au Document final, les méthodes et procédures de vérification, non seulement ne doivent pas être discriminatoires, mais encore ne peuvent constituer une ingérence indue dans les affaires intérieures d'autres Etats, ni entraver leur développement économique et social.

A la séance plénière du 18 février, j'ai souligné que la situation internationale était favorable à l'ouverture d'une négociation multilatérale d'un traité d'interdiction des essais d'armes nucléaires, et j'ai réaffirmé que l'élaboration du mandat d'un comité de négociation faisait partie des possibilités actuelles de la Conférence, dans la mesure où une volonté politique existait à cet effet.

(M. Campora, Argentine)

Il faut absolument que les Etats dotés d'armes nucléaires cessent de considérer ces armes comme un élément essentiel de leur sécurité au détriment de la sécurité de tous les autres, et engagent le processus multilatéral nécessaire pour mettre un terme à la course aux armements nucléaires, tant sur le plan quantitatif que qualitatif, et au déploiement constant de ces armements dans différentes régions et océans du monde.

Bien que la Conférence du désarmement soit le seul organe multilatéral de négociation sur le désarmement et que l'arrêt de la course aux armements nucléaires et le désarmement nucléaire soient une question de la plus haute priorité, les consultations récentes auxquelles votre prédécesseur, l'Ambassadeur d'Australie, a procédé pendant le mois de février ont fait ressortir, une fois de plus, que, pour un groupe de pays, le point 2 n'occupe qu'une place purement symbolique dans notre ordre du jour.

Cet état de choses est particulièrement déplorable à un moment où la Conférence a l'occasion d'examiner un programme global de désarmement nucléaire à exécuter par étapes dans des délais déterminés. Nous espérons qu'en de telles circonstances les efforts déployés pour trouver une perspective commune se seraient intensifiés, pour permettre à la Conférence du désarmement d'assumer les responsabilités particulières qui lui incombent.

Le point 2, dont l'examen est entravé par les obstacles que nous avons signalés, a eu néanmoins un certain retentissement à la Conférence du désarmement, étant donné l'attention que les représentants des Etats-Unis et de l'Union soviétique ont portée aux armements nucléaires lors des séances plénières.

En effet, le message adressé à la Conférence du désarmement par le Secrétaire général Gorbatchev et la déclaration du Vice-Ministre Kornienko, en date du 20 février, ainsi que la déclaration de l'Ambassadeur Lowitz, des Etats-Unis, le 27 février, représentent une contribution qui, bien que de portée limitée, donne, à notre avis, la possibilité de compléter les activités de cet organe multilatéral par des négociations bilatérales.

Nous avons écouté avec beaucoup d'attention de nombreuses délégations parler de la complémentarité des deux forums, le multilatéral et le bilatéral, dans le domaine des négociations sur le désarmement. Mais il serait impossible de faire jouer cette complémentarité s'il n'y avait pas de communication entre les deux forums.

C'est pourquoi il a été demandé à la Conférence que les Etats-Unis et l'Union soviétique tiennent cet organe informé de l'état des négociations bilatérales. C'est ainsi que la délégation argentine l'a fait dans sa déclaration du 18 février,

La semaine dernière, à l'issue de la quatrième série de négociations bilatérales, des réunions officieuses très intéressantes ont eu lieu les 27 et 28 février entre des membres de la Conférence et des représentants

(M. Campora, Argentine)

des délégations des Etats-Unis et de l'Union soviétique aux négociations bilatérales.

Les exposés qui ont été faits ainsi que l'échange de vues qui a eu lieu aideront à mieux faire comprendre la complexité de la question et les solutions envisagées pour promouvoir tant l'arrêt de la course aux armements nucléaires que le désarmement nucléaire.

Nous espérons que le courant d'informations entre les deux forums se maintiendra et s'amplifiera dans l'avenir.

On a dit - et il faut le répéter chaque fois que l'occasion s'en présente - que les arsenaux nucléaires constituent une menace d'extinction pour l'humanité. Néanmoins, la course aux armements nucléaires se poursuit parce que les Etats dotés d'armes nucléaires fabriquent celles-ci pour assurer leur sécurité. Mais la paix armée n'est pas la sécurité. Comme le Ministre des relations extérieures Caputo l'a récemment dit devant cette Conférence, en rappelant les années de prospérité que l'Europe a connues entre 1870 et 1914, "pendant plusieurs décennies on a affirmé avec emphase que la course aux armements constituait la meilleure garantie de la paix, étant donné que l'horreur d'une guerre terriblement destructrice éloignait le danger de la voir se produire". L'histoire a montré à deux reprises durant ce siècle que la course aux armements conduit à la guerre.

Pour terminer, Monsieur le Président, il serait bon que la Conférence du désarmement crée un Comité spécial doté d'un mandat approprié pour s'occuper du point 2 de notre ordre du jour et contribuer ainsi au désarmement nucléaire que réclament les peuples du monde.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de l'Argentine de sa déclaration et des paroles aimables adressées à la Présidence. Je donne maintenant la parole au représentant de la Bulgarie, M. l'Ambassadeur Tellalov.

M. TELLALOV (Bulgarie) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation bulgare a été consternée en apprenant le décès tragique du Premier Ministre de Suède, M. Olof Palme. Le peuple suédois a perdu un grand dirigeant politique qui jouissait d'un prestige et d'un respect énormes non seulement en Suède, mais aussi au-delà de ses frontières. Le monde entier a perdu un grand homme, profondément dévoué à la cause de la paix et du désarmement, de la justice universelle et de la compréhension mutuelle. M. Olof Palme a personnellement apporté une contribution des plus importantes aux efforts déployés par la communauté internationale pour instaurer un monde affranchi de la menace nucléaire. Il a été la force motrice à l'origine d'un certain nombre de nouvelles idées et initiatives précieuses inspirées par le désir de trouver une approche généralement acceptable à la sécurité commune. Au nom de la délégation bulgare, je voudrais transmettre à la délégation suédoise et, par son intermédiaire, au Gouvernement de la Suède et à la famille de M. Palme, nos sincères condoléances.

(M. Tellalov, Bulgarie)

J'aimerais m'associer aux orateurs qui vous ont souhaité la bienvenue à la Présidence de la Conférence du désarmement pour le mois de mars et exprimer l'espoir que, sous votre direction, la Conférence accélérera le rythme de ses travaux. Ma délégation est reconnaissante à l'Ambassadeur Butler, de l'Australie, pour la manière dynamique dont il a présidé les débats de la Conférence du désarmement et pour le bon départ qu'il a donné à ses travaux.

La délégation bulgare apprécie vivement le fait que la Conférence du désarmement ait reçu, jeudi dernier, un important message du Secrétaire général, Mikhaïl Gorbatchev. Nous considérons ce message comme un geste de grand respect pour les travaux de la Conférence. Il constitue une nouvelle preuve du désir qu'a l'Union soviétique de chercher des solutions généralement acceptables aux problèmes urgents que pose le désarmement. Cette approche constructive a été une fois de plus confirmée au 27ème Congrès du PCUS.

Ma délégation partage pleinement l'opinion exprimée dans le message de Mikhaïl Gorbatchev, à savoir que "l'humanité est arrivée à un tournant de son histoire, à un moment où elle doit choisir la voie à suivre dans le futur - soit surmonter l'inertie du passé, époque où la sécurité était surtout perçue à travers le prisme de la position de force et des aspects militaires et techniques, soit demeurer l'otage de la course aux armements - aux armements nucléaires, chimiques, et à plus long terme, à d'autres encore, non moins redoutables". Le moment est vraiment venu pour nous de prendre de concert des mesures importantes pour débarrasser notre planète de la menace d'annihilation. Prenant la parole devant la Conférence, le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères de l'URSS, Guéorgui Kornienko, a dit très justement qu'"au seuil du troisième millénaire, l'humanité doit faire un choix qui déterminera son destin".

L'un des problèmes auxquels la Conférence devra s'attaquer en toute honnêteté et responsabilité est la question de l'interdiction des essais nucléaires, dont je me propose de traiter principalement aujourd'hui.

De nombreux orateurs qui m'ont précédé ont une fois de plus souligné l'importance particulière et la priorité élevée qui s'attachent à la question de l'interdiction des essais nucléaires dans l'ordre du jour de la Conférence. Il s'agit du problème qui a été évoqué le plus souvent dans les nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies au cours des trois dernières décennies. L'importance de mettre fin à toutes les explosions expérimentales nucléaires a été maintes fois soulignée par la communauté internationale dans diverses conférences sur le désarmement et réunions publiques. La question de l'interdiction des essais nucléaires était au coeur des délibérations de la troisième Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération.

La Déclaration finale de cette Conférence a invité instamment les Etats parties au Traité qui sont dotés d'armes nucléaires à reprendre les négociations trilatérales et tous les Etats dotés d'armes nucléaires à participer d'urgence à la négociation et à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires à titre hautement prioritaire à la Conférence du désarmement.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Ce n'est pas par une expression routinière d'urgence que je souligne la nécessité d'entamer enfin le processus de négociation pour régler le problème de l'interdiction des essais nucléaires. Ma délégation pense que le moment est actuellement plus propice que jamais pour réaliser une percée dans cette direction. L'esprit d'espérance et d'attente partagées engendré par la réunion au sommet de Genève doit manifestement se traduire dans les faits.

Dans ce contexte, un moratoire portant sur tous les essais d'armes nucléaires serait une mesure d'importance universelle. Il répondrait aux espoirs de l'immense majorité des Etats qui ont demandé, par la résolution 40/80 de l'Assemblée générale, aux Etats dépositaires du Traité d'interdiction partielle des essais et du Traité sur la non-prolifération de mettre immédiatement fin, compte tenu des responsabilités qui leur incombent et en tant que mesure provisoire, à toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires.

Au mois d'octobre de l'année dernière, les dirigeants de six pays, dans un suivi de leur "Initiative des cinq continents", ont proposé que les Etats-Unis et l'URSS suspendent "tous les essais nucléaires pendant une période de douze mois" et dit qu'ils comptaient que "les autres Etats dotés d'armes nucléaires prendraient également des mesures similaires". Nous partageons leur conviction qu'un tel moratoire "améliorerait grandement les perspectives de parvenir à des accords de fond et freinerait la mise au point de nouvelles armes plus rapides et plus précises qui se poursuit sans relâche alors même que des négociations sont en cours".

Le moratoire unilatéral sur toutes les explosions nucléaires, qui a été proclamé par l'Union soviétique, il y a sept mois, est une occasion rêvée pour réaliser une authentique percée en matière de désarmement nucléaire. Il est regrettable que les Etats-Unis ne veuillent pas prendre la même mesure. Ainsi, ce refus met en échec les efforts accomplis pour franchir un premier pas, un pas important et largement souhaité dans le domaine du désarmement nucléaire. Il est parfaitement évident que l'on ne saurait s'attendre que l'URSS sacrifie unilatéralement sa sécurité et celle de ses alliés alors que l'autre partie poursuit ses activités d'essais, qui visent à apporter des améliorations significatives aux forces nucléaires et à introduire une nouvelle catégorie d'armes, à savoir les armes de frappe spatiales.

Une interdiction des essais nucléaires est bien une mesure indispensable pour pouvoir réaliser des percées plus spectaculaires en matière de désarmement nucléaire. En l'absence d'une interdiction des essais nucléaires, des accords visant à réduire de façon radicale les stocks nucléaires pourraient laisser une possibilité d'apporter de nouveaux perfectionnements à des armes nucléaires qui rendraient celles-ci plus efficaces et capables d'accomplir les mêmes missions militaires, voire même davantage, avec un nombre plus restreint d'armes.

Mettre fin aux essais nucléaires n'est pas une panacée qui nous apportera instantanément à tous la sécurité dans un monde qui compte des dizaines de milliers d'armes nucléaires. Mais il s'agit d'un premier pas, essentiel,

(M. Tellalov, Bulgarie)

concret et indispensable, en vue de ralentir, d'arrêter et d'inverser la course aux armements nucléaires.

La vérification ne constitue pas un obstacle à un moratoire et à une interdiction complète des essais nucléaires. La surveillance de ces deux mesures pourrait être effectuée de façon satisfaisante par une diversité de moyens, tant nationaux qu'internationaux. Il nous est très difficile de comprendre les préoccupations encore exprimées par quelques délégations quant à la nécessité d'attendre de nouvelles améliorations des méthodes de vérification.

Nous avons entendu parler d'importants changements survenus dans les capacités nationales de surveillance, en raison des progrès régulièrement enregistrés dans les programmes de recherche en matière de géophysique et de sismologie des explosions. De nouvelles stations sismologiques complexes qui mesurent des signaux à haute fréquence ont été récemment mises en service pour détecter des explosions nucléaires de puissance extrêmement faible survenant à des distances beaucoup plus grandes que cela n'était possible auparavant. Nous avons été fortement impressionnés par l'annonce faite par M. Guéorgui Kornienko, selon laquelle une explosion expérimentale nucléaire de très faible puissance effectuée par les Etats-Unis après l'entrée en vigueur du moratoire soviétique avait été détectée par l'Union soviétique - une explosion qui n'avait pas été annoncée par le Gouvernement des Etats-Unis. M. Lynn R. Sykes, professeur à l'Université de Columbia et consultant auprès du Pentagone, a déclaré, en novembre dernier devant le Groupe sur la limitation des armements de la Commission des Services armés de la Chambre des représentants des Etats-Unis, que "les progrès récents en sismologie donnent l'assurance que des tentatives d'effectuer des explosions clandestines dans un contexte d'interdiction des essais seront même plus faciles à détecter qu'on ne le pensait il y a seulement quelques années".

Ces progrès scientifiques accroissent la confiance dans le fait qu'un moratoire, ainsi qu'une interdiction complète des explosions nucléaires expérimentales, pourraient faire l'objet d'une vérification appropriée, même à grande distance.

Nous nous félicitons de l'offre de bons offices faite dans l'initiative des six pays pour faciliter la mise en place d'arrangements efficaces en matière de vérification. La mise en place de mécanismes de vérification sur les territoires de ces pays, comme le proposent les six dirigeants, serait incontestablement un moyen utile d'atteindre cet objectif.

Ceux qui chercheraient d'autres assurances au sujet d'une vérification appropriée de l'interdiction des essais nucléaires pourraient aussi fonder leur jugement politique définitif à cet égard sur des analyses faisant appel à un échange international de données sismologiques, organisé dans le cadre du traité général pertinent. Si l'on éprouvait le besoin d'identifier la nature réelle d'un événement suspect, sismique ou autre, considéré comme étant en rapport avec le respect d'un tel traité, on pourrait fort bien envisager des inspections sur place. Le Secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev a dit

(M. Tellalov, Bulgarie)

clairement, dans son message à la Conférence, que l'Union soviétique était prête à accepter "que l'interdiction des essais d'armes nucléaires fasse l'objet d'un contrôle des plus stricts, comprenant notamment des inspections sur place et le recours à toutes les ressources de la sismologie".

L'argument selon lequel il pourrait être virtuellement impossible, à l'heure actuelle, de vérifier une interdiction complète des essais nucléaires et qu'il faudrait opérer d'importantes réductions du nombre d'armes nucléaires avant qu'une telle interdiction soit négociée, est inacceptable même pour le Congrès des Etats-Unis. Après la résolution que le Sénat a adoptée en 1984 par 77 voix contre 22, la Chambre des représentants a approuvé la semaine dernière, par une majorité de 268 voix contre 148, une résolution similaire demandant instamment une reprise immédiate des négociations avec l'Union soviétique au sujet d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

On a récemment insisté sur ce qui est perçu comme une nécessité de poursuivre les essais en tant que moyen de maintenir la confiance dans la fiabilité des arsenaux nucléaires existants.

Si l'on accepte, par hypothèse d'école, l'affirmation qu'il y aurait une détérioration de certains éléments d'armes nucléaires, on ne peut éviter la conclusion que cette détérioration affecterait de manière égale les armes des deux parties. Une baisse de la fiabilité des armes nucléaires, s'il y en avait une, ne pourrait probablement réduire rien d'autre que la confiance dans la capacité de première frappe d'un arsenal nucléaire. Une telle situation ne serait pas préjudiciable pour la stabilité, même si l'on raisonne en termes de dissuasion mutuelle.

Wolfgang Panofsky, un expert américain éminent en matière d'essais nucléaires, a déjà clarifié cet aspect en 1977, lors de sa déposition devant la Commission des affaires étrangères du Sénat. Il a dit ce qui suit : "Il a été amplement démontré qu'une vérification des stocks peut être effectuée sans faire appel à des essais nucléaires. A plus long terme, il pourrait bien y avoir une détérioration graduelle de la confiance que les planificateurs militaires font à la fiabilité du stock d'armes nucléaires. Je crois, tout compte fait, que ce serait là un effet bénéfique, car il tendrait à décourager des frappes préventives contre les forces de dissuasion de l'adversaire. Par contre, la valeur dissuasive des armes nucléaires n'est guère affectée par de faibles fléchissements de la fiabilité".

M. Harold Agnew, le Directeur du Los Alamos Weapons Laboratory, a aussi publiquement déclaré, en 1978 : "Je pense qu'avec des crédits suffisants, en l'absence d'une limitation sur les matières et avec des essais non nucléaires appropriés, le stock pourrait être maintenu en son état actuel pendant une période de dix ans au moins". Or, dix ans, Monsieur le Président, c'est deux fois la durée de cinq ans du traité d'interdiction complète des essais nucléaires proposé dans les projets soumis par la Suède et l'Union soviétique.

(M. Tellalov, Bulgarie)

Monsieur le Président, plusieurs résolutions que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptées à sa quarantième session contiennent des propositions spécifiques sur la façon d'entreprendre à la Conférence du désarmement des négociations en vue d'élaborer les dispositions d'un traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Dans sa résolution 40/88, soumise par la Hongrie et parrainée également par la Bulgarie et d'autres pays, elle "prie résolument tous les Etats, en particulier tous les Etats dotés d'armes nucléaires, de n'épargner aucun effort et de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour que le traité en question soit élaboré et conclu sans plus tarder". Elle prie instamment la Conférence d'engager rapidement des négociations sur tous les aspects de cette question, y compris les mesures appropriées de vérification, en vue d'élaborer sans délai un projet de traité qui interdirait effectivement à tous les Etats de procéder, où que ce soit, à des explosions expérimentales d'armes nucléaires et qui contiendrait des dispositions acceptables pour tous de nature à empêcher que cette interdiction ne soit tournée au moyen d'explosions nucléaires à des fins pacifiques.

La délégation bulgare appuie aussi l'idée de mener ces négociations dans un comité spécial au titre du point 1, composé de deux groupes de travail, comme indiqué dans la résolution 40/80 parrainée par le Mexique. Cette idée pourrait être combinée avec la proposition de créer un Comité spécial au titre de ce point contenue dans la résolution 40/81 parrainée par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Dans ce contexte, mardi dernier, l'Ambassadeur Rose, de la République démocratique allemande, a proposé un schéma organisationnel concret qui assurerait un traitement équilibré de tous les principaux aspects des dispositions d'une interdiction des essais nucléaires au sein des deux groupes de travail. Des arrangements procéduraux de cette nature permettraient à la Conférence d'aller de l'avant avec un travail spécifique et significatif sur le fond de la question. Le projet de mandat proposé au cours de ses consultations par le Président de la Conférence pendant le mois de février constitue, dans l'ensemble, une base acceptable pour mener à bonne fin les efforts communs visant à s'entendre pour commencer un travail concret.

Il est regrettable que, jusqu'ici, au cours des consultations, l'attitude du Groupe occidental soit restée inchangée par rapport à sa position antérieure au sujet du point 1 de notre ordre du jour. Ma délégation trouve que cette situation est extrêmement décevante, compte tenu du fait que le Groupe de pays socialistes, le Groupe des 21 et la Chine ont fait preuve de beaucoup de souplesse et de bonne volonté pour trouver une solution acceptable pour tous.

Ma délégation estime qu'il est inadmissible que la Conférence perde encore une année sans effectuer aucun travail concret. Il est grand temps de mettre de côté les débats sur la procédure et de se mettre sérieusement au travail.

Nous vous prions donc instamment, Monsieur le Président, de considérer cette question comme étant de la plus haute priorité et de poursuivre les efforts visant à résoudre les problèmes d'organisation qui empêchent la Conférence d'entreprendre un travail concret.

Le PRESIDENT : Je remercie le représentant de la Bulgarie de sa déclaration et des paroles aimables adressées à la Présidence ainsi que de l'appel adressé à celle-ci. Je donne maintenant la parole au représentant de la République fédérale d'Allemagne, Monsieur l'Ambassadeur Wegener.

M. WEGENER (République fédérale d'Allemagne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, le lâche et méprisable assassinat du Premier Ministre de Suède, Olof Palme, a été ressenti comme un choc par tous ceux qui admiraient son attachement infatigable à la paix, au désarmement, aux droits de l'homme et à la justice. Ma délégation s'associe chaleureusement aux condoléances exprimées par l'Ambassadeur Jessel au nom des membres du Groupe occidental.

Monsieur le Président, vous avez assumé vos hautes fonctions en un jour de deuil, un jour où la disparition d'un grand promoteur de la cause du désarmement nous donne tous à réfléchir et à mieux apprécier notre tâche collective. Vous ressentirez encore plus fortement le défi que représente votre mission. Votre vaste expérience diplomatique, votre jugement politique raffiné et votre sens bien connu de l'équilibre et de l'équité vous aideront à relever ce défi. Permettez-moi de vous présenter mes vœux les plus chaleureux pour un fructueux mandat.

Conformément à notre programme de travail, cette semaine est consacrée à l'examen du point 5, à savoir la Prévention d'une course aux armements dans l'espace. J'ai l'intention d'aborder plusieurs aspects de cette question, qui présentent une importance particulière pour ma délégation, dans une déclaration que je ferai ultérieurement cette semaine. Aujourd'hui, j'aimerais traiter d'une question d'organisation à laquelle il n'a pas été attribué de place spécifique dans notre programme de travail, à savoir celle de la composition de la Conférence. J'aimerais aussi formuler quelques observations supplémentaires au sujet des débats que nous avons eus au cours des deux dernières semaines sur les questions relatives aux essais nucléaires.

Le paragraphe 120 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement rappelle l'accord intervenu entre les membres de cet organe pour que la composition de celui-ci soit réexaminée à intervalles réguliers. Il convient, en particulier, de considérer cette tâche à la lumière du fait que la Conférence est saisie depuis plusieurs sessions annuelles successives de demandes officielles d'adhésion émanant d'un grand nombre d'Etats souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies. Ces demandes, qui visent à obtenir la qualité de membre à part entière, sont actuellement au nombre de treize.

La Conférence s'est montrée extrêmement lente à répondre à ces demandes légitimes, et nous savons tous que le seul résultat obtenu jusqu'à présent, après des travaux prolongés, est l'engagement général, exprimé dans le rapport annuel de 1985 et dans le document de travail qui contient l'ordre du jour et le programme de travail de cette année, aux termes duquel la Conférence intensifiera ses consultations en vue de prendre une décision positive au sujet de l'élargissement de sa composition au cours de sa session annuelle de 1986.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

A première vue, cet engagement pourrait fournir quelque encouragement aux nombreux requérants qui ont demandé à devenir membres à part entière. Mais quelle est la réalité qui se cache derrière ce langage et sa détermination apparente d'agir ? Il serait juste de dire, avant même de se lancer dans un nouveau processus de consultations intensives, qu'il y a peu de chances de voir cette question réglée pendant la présente session. Plus précisément, la vérité est que la question de l'élargissement de la composition est complètement au point mort, ce qui constitue une méconnaissance flagrante de l'intérêt des pays, qui voient repoussées d'année en année leurs candidatures et compromises les perspectives d'un examen normal de leurs demandes.

Cette question de l'élargissement de sa composition est donc devenue un cas où la Conférence omet de faire preuve de la courtoisie la plus élémentaire à l'égard d'autres Etats souverains Membres de l'Organisation des Nations Unies. Mais à cause de cette succession d'ajournements et d'hésitations, cette question est également devenue une question du respect que la Conférence se doit à elle-même. Cela devrait nous inciter à explorer sérieusement les causes de l'immobilisme de la Conférence en la matière. Les faits sont clairs ; cela fait maintenant près de deux ans que le Groupe des pays occidentaux a officiellement désigné son candidat à l'élargissement. En l'occurrence, le pays ainsi désigné a été l'un des Etats observateurs les plus actifs, représenté en permanence dans nos délibérations publiques et dans la plupart de nos comités spéciaux, excellant dans la présentation de documents de travail utiles et honorant périodiquement la Conférence par la présence de membres de rang élevé de son gouvernement. Nul ne conteste la candidature de ce pays. De même, le Groupe des pays non alignés a fait savoir que des préparatifs pour la désignation de deux Etats candidats avaient été entrepris et que les candidatures respectives de ces deux Etats seraient présentées dès qu'auront été levés tous les autres obstacles à la prise de la décision d'élargissement. Les pays candidats qui seront le plus probablement présentés par le Groupe des Etats non alignés nous ont également tenu compagnie depuis de nombreuses années en qualité d'observateurs et se sont distingués par leurs contributions constructives.

La seule entrave à un élargissement rapide tient donc à l'attitude du Groupe de pays socialistes, étant donné que ceux-ci ont laissé entendre, sans désigner officiellement de pays candidat, que leur choix probable était un pays qui, comme nous le savons tous, n'aurait pas l'approbation universelle de tous les membres de la Conférence. Je m'empresse de dire que je ne désire nullement mettre en doute les qualités et les aptitudes du pays en question. Je considère la situation fâcheuse que j'ai décrite uniquement du point de vue des chances de succès du processus d'élargissement et des règles de conduite que l'on est en droit d'attendre à cet égard de la part de tous les membres de cet organe.

La Conférence du désarmement est une conférence autonome d'Etats reconnue par l'Assemblée générale des Nations Unies et par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies dans la forme qui résulte de son évolution historique. Conformément au paragraphe 120 du Document final il appartient donc à la Conférence elle-même de décider en dernier ressort si sa composition doit être élargie ainsi que des modalités du processus de cooptation.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Cette cooptation est un processus assez solennel. Elle ne peut manifestement intervenir que sur la base d'une décision commune de tous les membres de la Conférence. Il ne s'agit pas d'une présence temporaire d'Etats supplémentaires parmi nous car on nous demande d'accorder à ces Etats le même type de droits institutionnels permanents que ceux dont nous bénéficions en commun. Il est donc clair que c'est le devoir de toutes les délégations et de tous les groupes de tenir compte, en présentant une candidature, des intérêts et des réactions anticipées de tous les autres membres. Le Groupe des Etats occidentaux et le Groupe des pays non alignés ont appliqué cette règle essentielle en matière de cooptation. Il n'y a aucune raison pour que le Groupe de pays socialistes ne fasse pas de même. Il devrait être conscient du fait qu'il est le seul à retarder l'actuel processus d'élargissement, privant ainsi au moins trois autres pays de la possibilité de travailler efficacement parmi nous.

Parlant des règles de conduite qui assurent un fonctionnement approprié de la Conférence, il y a lieu de faire une distinction à ce stade de l'argumentation. D'après notre règlement intérieur la présidence de la Conférence est assurée à tour de rôle sur une base mensuelle et le Président qui accède à ce poste en vertu de ce règlement n'a besoin d'aucune approbation particulière de la part d'une partie ou de la totalité des autres Etats de la Conférence. Nous avons aussi adopté, au cours de nombreuses années de pratique, une règle d'après laquelle les fonctions de président des organes de travail sont occupées par rotation entre les divers groupes. Il appartient dans chaque cas au groupe auquel revient d'entente la présidence d'un comité spécial ou d'un groupe de travail de désigner un candidat de son choix. Pour d'excellentes raisons, il n'a jamais été suggéré que la désignation d'un tel candidat devrait faire l'objet d'un droit de veto de la part d'un autre groupe. Il y a là un principe de réciprocité. Une succession régulière de représentants de tous les groupes assure une participation égale aux avantages institutionnels. Le principe de l'équité est ainsi pleinement sauvegardé. Ces règles du jeu ne peuvent en rien être comparées au processus de cooptation de nouveaux membres auquel, je le répète, seul pourrait s'appliquer le principe d'un consensus total. Le respect pour la réaction éventuelle des autres de la part de tous ceux qui souhaitent présenter la candidature d'un nouveau membre est donc un élément nécessaire d'un processus de cooptation réussi.

Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, le respect de la Conférence pour elle-même exige que nous achevions en 1986 l'examen actuellement en cours de la question de sa composition. Ceux qui ont adopté une attitude rigide devraient la réexaminer. La question ne souffre plus aucun nouveau retard.

Toutefois, si la stagnation actuelle devait se prolonger, nous serions toujours en présence du paragraphe 120 du Document final, qui nous inciterait toujours à passer à l'action. Dans cette hypothèse, nous devrions garder à l'esprit qu'il existe d'autres modèles de réexamen de la composition, qui ont été proposés à la Conférence dans le passé et auxquels on pourrait faire appel si le modèle sur lequel nous avons initialement porté notre choix devait

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

échouer. Je veux parler, spécifiquement, d'un modèle possible d'élargissement futur de la Conférence que ma délégation avait proposé en août 1983, et qui fait l'objet du document CD/404. Afin de trouver une solution au dilemme

de l'élargissement, qui prenait déjà forme à ce moment-là, ma délégation avait proposé un processus d'élargissement progressif de la composition pour tenir compte du plus grand nombre possible d'intérêts légitimes. L'élément essentiel du modèle était de proposer une admission périodique de trois nouveaux membres tous les trois ans, applicable à une durée totale de 12 à 15 ans. Son élément d'élargissement périodique progressif répondrait fidèlement aux exigences du paragraphe 120 du Document final. A l'époque, le modèle semblait présenter les avantages suivants : au lieu de constituer un expédient applicable en une seule fois, il résoudrait le problème de la composition dans un laps de temps substantiel et ferait entrer au Comité la grande majorité des pays qui s'intéressent particulièrement aux activités de désarmement. L'admission échelonnée permettrait spécifiquement à ceux qui se sont employés le plus activement pour obtenir le statut de membre à part entière d'entrer les premiers, tandis que les autres candidats pourraient se contenter de la perspective d'y entrer après une période d'attente raisonnablement courte. La perspective relativement assurée qu'un pays candidat qui ne pourrait pas être admis dans une des premières promotions finisse par acquérir le statut de membre à part entière, pourrait, en lui épargnant un refus pur et simple, ménager ses légitimes préoccupations de prestige national et atténuer les inconvénients d'ordre psychologique. Compte tenu de la succession relativement rapide des étapes d'élargissement, il ne serait pas nécessaire d'entrer à chaque étape déterminée dans des considérations complexes de sécurité et d'équilibre géographique. Par contre, un équilibre général acceptable serait préservé ou restauré après un certain nombre d'étapes successives.

Monsieur le Président, je me suis entendu avec le Secrétariat pour que celui-ci mette à la disposition des délégations des exemplaires du document CD/404, afin qu'elles puissent l'étudier à nouveau en tant que variante possible pour le réexamen de la composition qui nous incombe au cas où nous serions empêchés d'appliquer avec la célérité requise le modèle antérieur, ce que nous n'avons pas pu faire depuis déjà trois années consécutives.

Monsieur le Président, j'ai été le premier à prendre la parole sur le point de l'ordre du jour relatif à l'interdiction des essais nucléaires, permettez-moi également de conclure ce débat par quelques observations concernant cette discussion intensive en plénière qui a duré deux semaines. De nombreuses délégations ont pris la parole pour traiter de ce sujet vital et beaucoup d'entre elles l'ont fait avec un degré de sérieux et un sens des responsabilités remarquables. Dans l'ensemble, notre débat a pris en compte, plus qu'il ne l'avait fait les années précédentes, la grande complexité du sujet et l'ampleur des efforts internationaux nécessaires pour réaliser et appliquer une interdiction complète des essais nucléaires. On a largement passé en revue aussi bien les rapports qui existent entre une future interdiction complète des essais et les problèmes plus vastes du désarmement

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

nucléaire que le défi posé par une vérification internationale efficace d'un tel traité. C'est important, car seule une pleine prise de conscience de la complexité des questions permettra à la Conférence d'élaborer progressivement des solutions aux divers problèmes pendants. Au contraire, simplifier ou nier les aspects les plus problématiques des questions relatives aux essais nucléaires ne nous aidera pas à atteindre le but recherché. A ce propos, je voudrais féliciter tout particulièrement le distingué représentant de la Suède, l'Ambassadeur Ekéus, de sa déclaration du 27 février, qui donne une utile vue d'ensemble des problèmes actuels, particulièrement dans le domaine de la vérification. Son analyse comparative des diverses contributions au régime de vérification et de surveillance sismologiques qui se dessine pour le futur traité se révélera précieuse à mesure que progressera notre travail. Elle relève incontestablement le niveau de nos entretiens.

Je regrette de devoir dire que toutes les déclarations sur les questions relatives aux essais nucléaires ne satisfont pas ces normes. Je voudrais donc formuler quelques commentaires critiques sur certaines contributions qui ne semblent pas répondre à toute la complexité des questions en jeu. Bien entendu, c'est dans un esprit de dialogue constructif que je formule ces critiques.

Une première observation est une clarification. Quelques délégations continuent de recommander la conclusion rapide d'une interdiction des essais nucléaires, mais le contexte montre qu'elles ne parlent que d'interdire les essais d'armes nucléaires. Il devrait être clair que ma délégation, ainsi que la grande majorité des délégations présentes dans cette salle, cherchent à obtenir un traité d'interdiction complète des essais nucléaires qui exclurait à tout jamais toutes les explosions nucléaires.

Le 18 février, j'ai exposé assez longuement les vues de ma délégation au sujet des rapports qui existent entre une interdiction des essais nucléaires et le désarmement nucléaire, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit dans cette déclaration. Il est manifeste que d'autres ont des vues différentes concernant ces rapports, mais je ne tiens pas à entrer en discussion avec eux pour le moment. Je ne suis toutefois pas d'accord avec les orateurs qui tentent de démontrer que les Etats dotés d'armes nucléaires qui soutiennent que les essais d'armes nucléaires sont essentiels à leur sécurité n'invoquent pas un argument logique. En premier lieu, ces orateurs cherchent à détruire l'argument selon lequel les essais nucléaires continuent d'être nécessaires - du moins à un faible niveau - pour résoudre le problème dit des stocks. Il arrive parfois que ce problème soit trop facilement écarté. Mon pays n'a aucune expérience en matière d'essais nucléaires, mais je pense qu'un débat sérieux devrait pour le moins prendre sérieusement en considération l'argument de ceux qui apportent des preuves factuelles indiquant que malgré les moyens informatiques accrus, d'amples données d'expérience et les progrès enregistrés dans les méthodes expérimentales non explosives, il faudrait encore, dans l'intérêt du caractère opérationnel et de la fiabilité des forces nucléaires existantes, résoudre à l'aide d'essais certains problèmes résiduels qui se posent soudain au sujet des stocks. Je ne veux pas préjuger des résultats d'un tel débat sérieux, mais s'il apparaissait que les Etats dotés d'armes

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

nucléaires ne sauraient être certains de la fiabilité de leurs armes sans pouvoir les essayer - du moins dans le cadre de schémas d'essais très limités - il faudrait alors se demander si une situation dans laquelle la fiabilité des armes nucléaires était sérieusement mise en doute ne serait pas susceptible d'éloigner la perspective de nouvelles réductions d'armes nucléaires, car les Etats dotés de ces armes pourraient plutôt choisir d'accroître le nombre ou la puissance de celles-ci. Ces questions restent légitimes et exigent une réponse aussi longtemps que les armes nucléaires font encore partie de l'équation de puissance et de sécurité entre l'Est et l'Ouest. Je reconnais qu'en fin de compte et même aussi rapidement que possible elles devraient être éliminées de cette équation, mais ce que je tiens à faire valoir est que la question de la fiabilité des stocks ne peut pas, à l'heure actuelle, être purement et simplement écartée en tant que faux problème.

Certains orateurs soutiennent aussi que les nouveaux systèmes d'armes mis au point à l'aide de schémas d'essais ne fourniraient qu'un "avantage marginal" à leurs détenteurs. Là encore, il est certainement exact que l'emploi croissant de grands superordinateurs qui simulent des milliers d'"expériences" pourrait aboutir à des concepts d'armes viables et que, dans cette mesure, il serait possible d'exclure les schémas d'essais. Mais, là encore, nous avons le témoignage d'experts d'Etats dotés d'armes nucléaires selon lesquels des essais restent nécessaires pour introduire de nouvelles armes nucléaires qui seraient, selon ces experts, plus stabilisantes et plus sûres. Toutefois, la réalité est que moins il faut d'essais pour faire apparaître de nouveaux concepts d'armes, plus les quelques tirs expérimentaux restants deviennent importants, ce qui fait qu'un expert éminent des Etats-Unis a pu dire ce qui suit au sujet de l'importance des essais individuels : "Nous avons constaté que même un essai de faible puissance pourrait signifier la différence entre la présence et l'absence d'une arme fiable dans les stocks". On peut aisément voir à quel point la technologie des armes a progressé depuis l'époque - il y a de cela vingt ou trente ans - où une série importante et apparemment indéfinie d'essais était nécessaire pour conférer un avantage militaire - réel ou perçu - à un Etat doté d'armes nucléaires. Aujourd'hui, même une activité très limitée en matière d'essais peut fournir un tel avantage, bien au-delà du niveau de "marginalité". On peut réprover intensément cet état de choses, mais cela n'enlève rien à la nécessité d'entamer des débats approfondis et bien documentés sur les questions stratégiques en jeu, et ce, je le répète, aussi longtemps que les armes nucléaires constitueront un élément essentiel de l'équation de sécurité des puissances dotées d'armes nucléaires.

Un orateur a cherché à déduire des engagements pris par les deux grandes puissances au récent Sommet de Genève que les essais nucléaires étaient désormais "logiquement" exclus et que ceux qui continueraient à en effectuer violeraient par conséquent l'accord réalisé au Sommet. Cette déduction est manifestement illogique car elle reviendrait à assimiler d'une façon indifférenciée tout essai nucléaire à une recherche de supériorité ou à une inclination à déclencher une guerre nucléaire. Ce sont là des accusations délibérées et sans fondement.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

J'espère, comme tant d'autres, que l'on se rapprochera le plus rapidement possible de la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais. Mais cela ne se fera certainement pas en écartant ou en minimisant des arguments de poids, qui exigent un examen approfondi, compte dûment tenu de leur complexité sur les plans stratégique et militaire.

S'agissant de l'état d'avancement de la technologie sismologique et du rôle qu'elle peut jouer dans la vérification du respect d'un futur traité d'interdiction des essais, certains orateurs ont affirmé qu'à l'heure actuelle les arrangements nationaux et internationaux existants en matière de surveillance sismologique répondent parfaitement aux besoins d'une vérification efficace, et que leur amélioration éventuelle ne poserait en outre aucun problème. Or, malgré les progrès rapides de la technologie sismologique au cours de ces dernières années, cette affirmation est manifestement incorrecte, c'est là une conclusion importante qui devrait ressortir des nombreux documents de travail et déclarations dont la Conférence a été saisie, y compris les contributions de ma propre délégation. La difficulté de distinguer les explosions nucléaires des événements sismiques naturels, les incertitudes inhérentes aux mesures sismologiques, la répartition incomplète

et inégale des installations sismologiques à l'échelle mondiale, l'absence de réseaux sismologiques dans des pays dont l'importance est cruciale dans l'optique d'un traité d'interdiction complète des essais, et, enfin, les possibilités de dissimulations, y compris par découplage en cavité, tous ces éléments ne sont pas suffisamment pris en considération. Le "consensus scientifique" sur plusieurs de ces questions invoqué dans ces affirmations n'existe tout simplement pas. Comme ma délégation s'est employée à le démontrer, un réseau mondial efficace de vérification et de surveillance sismologiques peut certainement être créé avec du temps, mais, comme je l'ai aussi indiqué clairement, il s'agit d'une entreprise de longue haleine et non entièrement gratuite. C'est un exercice qui exigera le meilleur de nous-mêmes.

Un orateur a été particulièrement dans l'erreur lorsqu'il a minimisé l'importance des essais nucléaires de très faible puissance. La miniaturisation croissante des dispositifs explosifs, la possibilité de fabriquer et d'expérimenter des armes nucléaires d'une puissance réduite ou, d'une manière générale, inférieure à une kilotonne, montrent que l'on ne saurait ignorer de tels événements nucléaires, d'autant que, dans ce domaine, on peut obtenir des résultats militaires importants, comme je l'ai déjà dit, en ne procédant qu'à un ou deux essais nucléaires seulement.

Il est inexact de dire que le seul moyen d'obtenir ces avantages militaires est d'effectuer des explosions amorties de puissance plus élevée. Mais le problème de l'amortissement est, bien entendu, loin d'être résolu, et l'on en jugera d'autant mieux si l'on sait, d'après des données scientifiques, que l'amortissement dans des cavités peut réduire jusqu'à 100 fois le signal sismique, c'est-à-dire de deux ordres entiers de grandeur.

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

Le même orateur a aussi écarté d'une manière assez cavalière les tentatives éventuelles d'échapper à l'application du futur traité d'interdiction complète des essais. Un fraudeur éventuel saura certainement faire preuve - contrairement à ce qu'a prétendu le même orateur - de l'ingéniosité nécessaire si l'avantage militaire que pourrait procurer une violation du traité est tel qu'il y voit un intérêt sur le plan de la sécurité. S'affranchir des obligations du traité et concevoir des scénarios de dissimulation pour ce faire ne relèvent donc pas du domaine de la pure science-fiction, mais pourraient être des choix réels pour une puissance ou des intentions attribuées à un adversaire potentiel, possibilités qu'il faudrait en vérité éliminer par des moyens de vérification appropriés et l'instauration d'une confiance mutuelle. Les avantages qu'un fraudeur pourrait obtenir ne sont pas de simples vues de l'esprit mais pourraient impliquer des risques très réels contre lesquels toute partie contractante doit se prémunir. Dans cette même déclaration, l'orateur dénigre aussi de façon quasi inexplicable le principe même de la vérification, puisqu'il soutient que l'engagement politique en soi serait un moyen de dissuasion efficace contre une violation du traité. Cette déclaration est tout à fait incompatible avec le paragraphe 31 du document final.

C'est tourner en rond que de supposer, comme le même orateur l'a fait, qu'étant donné que les polygones d'essais existants feraient tout particulièrement l'objet de mesures de vérification - alors que la question clef qui se pose est, au contraire, de savoir si les mesures de vérification peuvent être efficaces là et ailleurs - les fraudeurs auraient recours à de nouveaux polygones d'essais, et que ceux-ci ne pourraient être aménagés sans échapper à la détection. Même une étude rapide des documents de travail dont la Conférence est saisie ferait apparaître toute la série de faits scientifiques en rapport avec ces questions.

Plusieurs orateurs ont loué la décision prise par l'Union soviétique d'observer un moratoire sur les essais pendant une durée limitée. De l'avis de ma délégation, les moratoires nous éloignent de l'objectif général d'un traité d'interdiction complète des essais, et devraient par conséquent être tenus pour ce qu'ils sont. Des propositions relatives à la vérification des moratoires sur les essais ont récemment été formulées, mais le fait est que ces moratoires sont actuellement invérifiés et invérifiables. Ma délégation n'a pas la moindre raison de soupçonner l'Union soviétique de ne pas observer son propre moratoire mais, par question de principe et parlant en tant que négociateur d'une limitation des armements, je suis tenu d'insister sur le fait qu'une affirmation non vérifiée selon laquelle un moratoire est respecté n'est jamais qu'une affirmation unilatérale. Un moratoire devrait être aussi considéré comme quelque chose de très partiel dès lors qu'il n'exclut aucunement, dans le même temps, des préparatifs intenses pour la période qui suivra le moratoire. Lorsque l'Union soviétique a décidé de mettre fin, unilatéralement, au moratoire allant de 1958 à 1961, la période intermédiaire avait manifestement été bien utilisée, et les autorités soviétiques ont surpris leurs homologues américains et le reste du monde en procédant, au lendemain même du moratoire, à une série d'essais d'une ampleur sans précédent, en effectuant dans un laps de temps très court une centaine

(M. Wegener, République fédérale d'Allemagne)

d'essais dans l'atmosphère et un nombre inconnu mais certainement élevé d'essais souterrains s'échelonnant entre des essais de très faible puissance et des explosions nucléaires d'une puissance sans précédent, dont une de 60 mégatonnes environ. Pendant cette période, l'Union soviétique a procédé à davantage d'essais de plus d'une mégatonne que les Etats-Unis dans toute leur histoire. C'est pourquoi il serait sage, en évaluant la valeur d'un moratoire, de ne pas perdre de vue cette perspective historique.

Monsieur le Président, j'ai tenu à m'arrêter quelque peu en détail sur ces questions importantes relatives aux essais, notamment parce que nous ne disposons toujours pas d'un organe de travail distinct où de tels arguments pourraient être développés d'une manière peut-être plus appropriée. Mes observations avaient pour but, comme je l'ai indiqué, de souligner une fois de plus la nécessité d'une discussion détaillée et réaliste sur toutes les questions complexes qui doivent être examinées à propos d'un traité d'interdiction complète des essais, un traité auquel tous ici nous aspirons, quoique en y attachant des degrés d'urgence différents. A l'avenir, il nous faudra absolument nous écouter attentivement les uns les autres et faire en sorte que tous les travaux de recherche sérieux et toutes les réflexions approfondies qui ont déjà été consacrés à cette question soient attentivement étudiés et pris en compte par tous ceux qui participent à nos travaux. Ma délégation attend avec intérêt que nous entamions la prochaine étape - qu'elle espère décisive - des travaux qui devraient préparer le terrain pour la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant de la République fédérale d'Allemagne de sa déclaration et des paroles aimables adressées à la Présidence.

Ceci termine les déclarations prévues par notre programme d'aujourd'hui. Y a-t-il d'autres délégations qui désirent prendre la parole ?

La délégation de la Suède.

M. EKEUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'ai demandé la parole pour remercier les orateurs qui ont exprimé à ma délégation leurs sentiments de perte et je ne manquerai pas de transmettre leurs propos au Gouvernement et au peuple suédois, ainsi qu'à la famille d'Olof Palme.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant de la Suède.

S'il n'y a pas d'autres délégations qui désirent prendre la parole, je me propose maintenant de suspendre la séance plénière et de convoquer, conformément au calendrier des séances et réunions pour cette semaine, une réunion officieuse pour examiner la question du rétablissement du Comité spécial des armes radiologiques. Au vu du résultat de la réunion officieuse, la Conférence reprendra la séance plénière afin de formaliser la décision à laquelle j'espère elle sera arrivée. Au cours de la réunion officieuse, je voudrais également aborder d'autres questions d'organisation.

(Le Président)

Je suspends donc la séance plénière et nous nous retrouverons en réunion officielle dans cinq minutes environ.

La séance est suspendue à 12 h 35, elle est reprise à 12 h 45.

Le PRESIDENT : Je déclare rouverte la 344ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je présente à la Conférence pour décision le document de travail CD/WP.221 1/ daté du 26 février 1986 concernant le rétablissement du Comité spécial des armes radiologiques pour la durée de la session annuelle de 1986. Ce texte est identique à celui de la décision adoptée durant la session annuelle de 1985.

S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que la Conférence adopte le projet de décision.

Il en est ainsi décidé.

Je comprends qu'il y a aussi consensus sur la nomination du représentant de Cuba, Monsieur l'Ambassadeur Carlos Lechuga Hevia, comme Président du Comité spécial. Je procéderai maintenant à formaliser ce consensus.

Il en est ainsi décidé.

Je voudrais féliciter Monsieur l'Ambassadeur Lechuga Hevia pour sa nomination comme Président du Comité spécial. Nous lui souhaitons plein succès dans cette importante fonction que la Conférence lui a conférée.

La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 6 mars 1986, à 10 h 30.

La séance est levée à 12 h 50.

1/ "La Conférence du désarmement décide de rétablir, pour la durée de sa session de 1986, le Comité spécial des armes radiologiques en vue de parvenir à un accord sur une convention interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'utilisation d'armes radiologiques.

Le Comité spécial fera rapport à la Conférence sur l'état d'avancement de ses travaux avant la fin de la session de 1986."